

Plasticité intellectuelle et vision

En ce début de déconfinement, Jean Marc Jancovici (JMJ) répond aux questions lors de son 7ème facebook live.

Rien ne vaut d'écouter les 2 heures de propos originaux. Ce qui suit, sous forme de questions/réponses, est un résumé qui peut donc comprendre des inexactitudes.

Q > Crise énergie climat : quelles orientations professionnelles, quels métiers pour demain ?

R > les métiers utiles dans un contexte où l'énergie se raréfie, sont par exemple les métiers de la rénovation des logements, les artisans (plombier, électricien), les métiers agricoles: le travail manuel va augmenter, et en particulier dans l'agriculture.

En résumé, ce qui est essentiel va progresser : ce qui fournit à manger, l'habillement, les déplacements, les soins (le milieu associatif), la préservation des ressources naturelles, et également ce qui sert à comprendre le monde, pour se poser les bonnes questions et comprendre les enjeux (les solutions ne viennent qu'après).

En revanche, ce qui est non essentiel va s'affaiblir, comme les métiers de pilote d'avion, du tertiaire, des services, du domaine des langues ou de la psychologie. Et plus généralement tout le travail de bureau et le travail sans contenu technique essentiel.

Q > Le COVID a-t-il aidé à comprendre les enjeux ?

R > Non. IL n'y a aucune appétence des politiques sur le sujet. Les limites physiques ne sont pas intégrées.

En 2020, il y aura -10% de PIB, soit une perte de 220 G€, et certainement -5% en 2021 et 2022, soit environ 400 G€ estimés.

Exemple : Le gouvernement a décidé d'investir 20 M€ dans le vélo et 7 G€ dans les avions (350 fois plus). Le gouvernement navigue à vue.

Il stoppera prochainement la prise en compte du chômage partiel. De nombreuses entreprises vont faire faillite. Le chômage va augmenter. Sachant que 1 emploi représente 50 k€ de PIB, il devrait y avoir 4 millions de chômeurs de plus. Le nombre de chômeurs devrait doubler.

Le gouvernement va tenter de faire repartir la machine économique à l'identique (5G et autres technologies numériques qui ne viennent pas de France), et cela ne marchera pas (dans un contexte de décroissance structurelle).

Le monde infini ne reviendra pas. La prise de conscience avance comme en témoigne l'appel de 90 patrons à faire autrement. C'est du monde économique que viendra le changement.

50% des 1000 conférences de JMJ se sont faites dans le milieu économique.

Le gouvernement ne peut que répondre à des injonctions externes (du monde économique) et ne peut pas être moteur.

Q > Quid du domaine de la recherche ? La connaissance risque-t-elle de diminuer ?

R > Il y aura moins de recherche.

Les gens passeront leur temps à faire pousser des patates, à élever des chèvres, à tisser des pulls, à réparer des portes. La recherche passera au second plan, comme dans le passé.

Il y a quelques siècles, les grands scientifiques étaient des nobles. Ils avaient du temps à consacrer à la science car ils étaient rentiers. Dans un monde en décroissance, la pénétration du progrès se ralentit, et il faudra faire des choix.

Choisir entre la permaculture et la biotech par exemple. Les contraintes physiques font que la recherche dans ce dernier domaine devrait chuter.

Q > Vous voyez-vous fonder un parti politique ? Quel est votre avenir politique ?

R> Les partis politiques sont des pétaudières. Il finissent toujours par attirer des arrivistes et des ambitieux. Voir En Marche et ce que c'est devenu. Pour faire de la politique, il ne faut pas être honnête.

Les partis finissent par se fracasser devant la réalité du monde, et donc s'y prendre autrement.

Le Shift Project est une ONG. Elle a un objet : la décarbonation de l'économie.

Le CO2 mène à l'Énergie, qui est un domaine holistique et qui permet de penser le climat, les guerres, l'Europe...

Il n'y a guère que le domaine juridique, celui des valeurs, qui lui échappe.

Un parti politique non, mais entrer dans le jeu politique, oui, à l'instar par exemple du Medef ou de la CGT...

Ainsi par exemple (Cf [Proceedings of the National Academy of Sciences](#) - PNAS), en 2070, c'est +5°C qui nous attend. La température moyenne sera de 29°C. Ce sera +8 °C sur les terres émergées. L'Inde et une grande partie de l'Afrique seront touchées, et donc 4,5 milliards d'individus ne seront plus dans des conditions vivables. Cela risque de se terminer en boucherie.

Q > La décroissance sera-t-elle une foire d'empoigne généralisée ?

R > L'histoire nous apprend qu'une décroissance due à une épidémie n'engendre pas de conflits. De nombreuses personnes meurent et c'est tout.

En revanche, la décroissance qui fait suite à une crise économique engendre des conflits.

La décroissance n'est pas un chemin sans risque. La décroissance n'est pas un objet désirable. Il s'agit juste d'une condition aux limites.

Carbone 4 (Cabinet de conseil de JMJ) utilise le mot décroissance dans ce contexte en s'adressant aux entreprises.

Une entreprise ne peut s'inscrire dans un modèle de décroissance et n'est pas faite pour cela. Une entreprise est naturellement une activité de conquête.

On n'innove que sous la contrainte, et pour faire évoluer une entreprise, il faut la contraindre dans la bonne direction (ex : la solidarité nationale, l'environnement...)

Il s'agit donc pour l'entreprise non de décroître, mais de trouver sa place dans un monde en décroissance. Nuance.

Un monde en décroissance, c'est une diminution du PIB. Le PIB. Les gens l'accepteront-ils ? Baisser sa fiche de paie si celle des riches ne baisse pas plus vite que la mienne: Niet (une question de justice sociale).

Les grands cabinets de conseil mondiaux (ex : Mac Kinsey - USA), biberonnés à la croissance et à la technologie ne comprennent pas les enjeux . Ce sont des gros paquebots sans agilité qui vont mourir avec le système.

Q > La France va-t-elle se réindustrialiser ?

R > Réindustrialiser, c'est quand le nombre de gens qui travaillent dans l'industrie augmente.

La productivité du travail va baisser. Les chaînes logistiques vont se raccourcir. Le travail sera local.

Les entreprises seront moins productives et plus polyvalentes.

A la différence d'autrefois, nous n'avons plus de mines, de charbon, de cuivre... nous devons donc importer... et exporter.

Nous fabriquerons des chaussettes, des meubles, de l'agroalimentaire local... avec les matériaux dont nous disposerons.

Exemple : Le yaourt fabriqué ne sera plus vendu dans un pot en plastique (chimie), mais dans un pot en verre (la France dispose de sable et de carbonate).

Les objets vont durer plus longtemps. Nous entrerons dans le monde du LowTech (Cf Philippe Bihouix). Un monde de recyclage, plus simple, et des industries locales.

Q > Et l'Allemagne ?

R > L'Allemagne suit la mauvaise direction :

Pour décarboner l'économie, il faut diminuer la production ou augmenter le nucléaire, ce que l'Allemagne ne fait pas.

Il faut par exemple fabriquer moins de matériaux de base (métaux de base, polymères...), contracter l'industrie lourde qui demande beaucoup d'énergie, et l'Allemagne fait l'inverse. Dans l'industrie automobile, l'Allemagne construit des tank, là où il faudrait des petits véhicules.

L'Allemagne reste au charbon et met son nucléaire à l'arrêt. Pourtant, la lignite, c'est 30 à 300 m de décaissement, et des terres perdues à jamais : la destruction de l'environnement. En Allemagne, pays de vieux, la monnaie est plus importante que l'avenir.

L'Allemagne est dans le rapport de force et entraîne l'Europe sur une mauvaise pente.

Il faut compter sur d'autres pays plus pragmatiques.

Le monde a changé, et il faut savoir s'adapter. Les antinucléaire ne le réalisent pas. Ils n'ont aucune plasticité intellectuelle.

Ceux qui ont compris : les Anglais, les Suédois, les Finlandais. Les Pays de l'Est qui ne veulent pas dépendre du gaz russe. L'Espagne et l'Italie.

Q > La ville n'est-elle pas moins consommatrice : plus de logements collectifs par exemple ?

R > En ville, en effet, il y a plus de logements collectifs. Les logements collectifs ont moins de surface de déperdition, la dépense énergétique est moindre. Il existe des réseaux de chaleur, économes (surtout au bois quand on en a (pas assez en France). Tout est accessible à pied, et donc moins de transport individuel. Mais le foncier y est cher, et les habitants étouffent, et ont besoin de se ressourcer. Ils sont moins sédentaires qu'à la campagne. Les gens y sont plus riches, et dépensent plus, donc plus d'énergie. Mais surtout, en ville, on est loin des terres agricoles. 1 camion sur 3 transporte de la nourriture pour les urbains. La ville dépend d'une chaîne logistique longue. Les très grandes agglomérations urbaines sont donc très dispendieuses en énergie et vulnérables.

L'urbanisation idéale dans un monde pauvre en énergie est donc constitué de nombreuses petites villes (5000 à 15000 habitants), et de villages denses.

Il faudrait faire dégonfler les grosses villes, et se rapprocher de là où ça pousse.

Dans le domaine de l'habillement, nous sommes dépendants du coton, qui vient de très loin, des matières synthétiques qui viennent du pétrole, la laine vient de Nouvelle-Zélande, et nous ne faisons rien en lin.

Demain, les villes vont souffrir. Le transport est un élément clé.

Le gouvernement a décidé de mettre 6 millions d'euros (M€) dans le vélo, 7 milliards d'euros (G€) pour Air France et 7 milliards d'euros (7 G€) pour Renault.

Le Pays, et donc le contribuable, a financé des panneaux solaires et des éoliennes à hauteur de 120 G€ (sommes allouées à fin 2018, dans des équipements installés ou déjà financés).

Avec ces 120 G€, on aurait pu financer des piste cyclables sur la totalité des routes du territoire Français.

La France, c'est en effet 1 million de km, et 1 km de pistes cyclable sécurisée, c'est 80 k€ en voie séparée, et 300 k€ si on part de rien, soit globalement 100 k€ en moyenne. Avec 120 k€ on finance 1,2 millions de km. Un plan vélo permettrait de remettre tout le BTP au travail.

Q > Quel impact de la crise énergie climat sur les revenus : les gens vont-ils gagner moins ?

R > La question est de savoir comment faire accepter aux gens qu'ils vont moins gagner.

Les revenus, c'est 20 à 30% de revenu du capital (loyers...) et 70 à 80% de revenus salariaux.

Si la disponibilité en énergie est divisée par 4, cela revient à diviser le PIB par 4, donc les revenus par 4.

La classe moyenne va voir baisser ses revenus, mais cela ne sera pas suffisant. Tout le monde va devoir y passer.

Q > Quelles solutions ?

R > En contrepartie de la baisse des revenus, il existe des solutions.

La baisse du coût de l'immobilier, faire son potager, diminuer les transports. Sans compter la réduction des inégalités salariales.

Il y aura aussi un arbitrage générationnel. Remplacer les travailleurs vieux par des travailleurs jeunes, moins payés. Mais cela va entraîner une baisse des cotisations, donc une diminution des sommes dédiées aux soins et aux pensions.

Le retour de la cohabitation intergénérationnelle permettra d'avoir une charge locative plus faible.

Q > La taxe carbone n'est-elle pas un bon outil de financement ?

R > La fiscalité fonctionne sur le long terme.

Par exemple, le signal prix sur le gazole a modifié à long terme la structure du parc, jusqu'à ce que 70% fonctionne au diesel. De la même manière, des taxes faibles sur le pétrole aux USA et forte en France font que les véhicules aux USA consomment 2 fois plus. En revanche, la fiscalité ne marche pas sur le court terme. Les gens ne sont plus solvables et descendent dans la rue. Voir l'épisode des gilets jaunes.

Pour le court terme, la solution est la réglementation. Mais pour cela, il faut du courage politique et de la pédagogie.

Un homme d'état peut comprendre cela, un gouvernement non. Les gouvernants, une fois au pouvoir, n'ont pas le temps. Le gouvernement n'agira que sous la pression de la société civile.

Q > L'électrification nucléaire est-elle une solution ?

R > Les facteurs qui jouent sur le nucléaire sont :

- la durée de construction : 10 ans en France, 5 ans en Chine, plus expérimentée
- l'intensité capitaliste : quand vous avez construit la centrale, vous avez tout payé car les frais de fonctionnement sont très faibles en regard.
- La durée de vie de la centrale, qui peut aller jusqu'à 80 ans (40 en France aujourd'hui, 60 aux USA)
- la disponibilité en Uranium 235 qui reste une ressource rare.

S'engager dans le nucléaire, c'est s'engager pour un siècle, et le nucléaire ne peut donc être géré que par un état.

La Chine et la Russie, en économie planifiée, accélèrent leur programme nucléaire.

Dans un monde libéral : le nucléaire : No Way. Les risques sont trop importants, et sont répercutés sur les taux d'intérêt. Résultat, avec des taux d'intérêt à 10%, répercutés dans les coûts de l'énergie, vous passez de 45 €/Mwh en économie planifiée, à 120 €/Mwh en économie libérale. Les consommateurs payent les banquiers, et non la centrale.

Le principal intérêt du nucléaire est la suppression du charbon (première source d'électricité, de loin, dans le monde). La moitié de la consommation de charbon, c'est la Chine (l'usine du monde).

Pour s'affranchir de l'Uranium 235, il faut passer à d'autres filières : la 4ème génération (4G, Cf. Phénix, en cours de démantèlement) Passer par l'Uranium 238, qui conduit au Plutonium 239, fissile, ou aller du Thorium 232 à l'Uranium 233, fissile également. Les ressources en énergie nucléaire sont alors multipliées par un facteur de 100 à 1000.

Or l'état français vient d'abandonner la 4G. Alors que la Russie avance dans cette voie.

Il faudrait raisonner en arbitrage de risque : que vaut le risque nucléaire comparé au risque énergie climat ?

Quant aux déchets du nucléaire, ce n'est pas un sujet. Vous les mettez dans un trou. Il existe des réacteurs nucléaires à ciel ouvert qui ont 2 milliards d'années. Le sujet est bien connu sur le plan géologique. Voir mon interview dans Marianne sur le sujet.

Q> Et le pétrole ?

R> 1/3 du pétrole consommé en Europe vient de la Russie, et 1/4 vient de la Norvège, epsilon provient des USA.

Dans les années à venir, l'Europe sera sous stress pétrolier, et la croissance diminuera d'autant.

A noter, avec un PIB divisé par 2 (fin de l'URSS), la Russie et l'Ukraine ont pu faire face avec le nucléaire.